

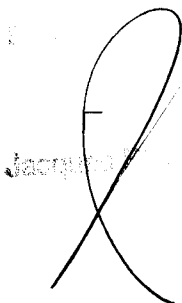
Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/02/2008  
Publication 14/03/2008

Pour le Président du Conseil Général  
par délégation



Direction de la Solidarité  
et de la Prévention  
tarification  
des Établissements Sociaux



Colmar, le 18 FEV. 2008

ARRETE **2008 00120** DSOL  
du

**portant fixation des prix de journée dépendance 2008 de l'EHPAD  
« Sainte Anne » à HEIMSBRUNN**

- VU** les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** la loi n° 90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées ;
- VU** le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23 ;
- VU** la convention EHPAD signée le 24 janvier 2007 ;
- VU** les propositions de l'établissement ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er :**

Pour l'exercice budgétaire 2008, la classe 6 nette pour la section dépendance est fixée à 320 090,70 € TTC.

### **ARTICLE 2 :**

Les prix de journée dépendance TTC applicables à l'EHPAD maison de retraite « Sainte Anne » à HEIMSBRUNN sont fixés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 à :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2 : 16,84 Euros	GIR 1-2 : 12,31 Euros
GIR 3-4 : 10,69 Euros	GIR 3-4 : 6,16 Euros
GIR 5-6 : 4,53 Euros	GIR 5-6 : Néant

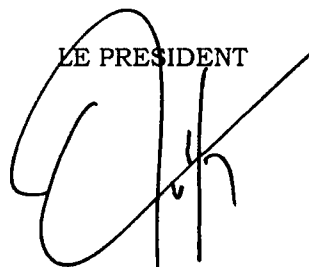
### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT



Charles BUTTNER